

L'optimisme économique

Karine Berger et Valérie Rabault prennent à contre-pied le discours habituel des essayistes. Au lieu d'attirer l'attention par un constat catastrophiste, leur ouvrage se présente au contraire sous le signe de l'optimisme. Il s'appuie néanmoins sur une critique forte des politiques économiques, tout en proposant un plan d'action pour l'avenir.

Recensé : Karine Berger et Valérie Rabault, *Les Trente Glorieuses sont devant nous*, Rue Fromentin Editions, 2011. 204 p., 20 €.

Karine Berger et Valérie Rabault, deux économistes passées par la fonction publique, nous offrent un ouvrage original avec *Les Trente Glorieuses sont devant nous*. Ni traité économique ni manifeste politique, encore moins programme électoral, l'ouvrage se situe subtilement à la frontière des trois. Derrière un optimisme apparent, il cache en réalité un constat très noir de la manière dont les pouvoirs publics ont laissé se dégrader le système social français, tente de montrer que le modèle français a encore de nombreuses qualités et propose un plan d'action politique pour les exploiter de 2012 à 2040.

Les titres des ouvrages d'économies les plus populaires¹ du moment montrent une chose : qu'il s'agisse de constats pessimistes (*Sauvez votre argent, Vos économies sont en danger* de Marc Fiorentino ou *On nous ment ! Vérités et légendes sur la crise* d'Olivier Pastré et Jean-Marc Sylvestre) ou d'essais plus propositionnels (*Le piège de la dette publique - Comment s'en sortir ?* du collectif ATTAC ou *Sortir de l'euro ou mourir à petit feu* d'Alain Cotta) ils partent tous du constat de la crise économique et tentent d'expliquer comment, selon eux, il faudrait réagir à celle-ci. L'originalité des *Trente glorieuses sont devant nous* c'est de s'opposer à cet ordre et de décrire avant tout la société que l'on pourrait espérer en 2040 tout en tentant d'expliquer comment y parvenir

¹ Tous les ouvrages qui suivent font partie des meilleures ventes d'une grande chaîne de magasins spécialisée dans la distribution de produits culturels.

Optimisme de la raison et optimisme de l'action

C'est bien la volonté, malgré la crise économique, de garder une part d'espoir qui est au cœur de l'ouvrage ; et c'est pour cela que le lecteur est plongé dès le premier chapitre dans un compte utopique : en 2040 la France est le pays d'Europe le plus prospère et, avec 80 millions d'habitants, le plus peuplé. Le taux de chômage, 5,5 %, est le plus bas de toute l'Europe, le pouvoir d'achat est en hausse depuis vingt ans, les besoins de financement liés à la dépendance baissent, etc. Pour ce faire, la France a dû lancer un grand plan d'investissements ciblés intitulé *France Européenne 2040*, basé sur l'émergence de champions nationaux de l'industrie énergétique et des transports ferroviaires, la coopération européenne autour d'un serpent fiscal européen et la relance de l'immigration. Les auteurs peignent même une France avec des finances publiques maîtrisées en 2040 grâce au retour de la croissance, les dirigeants français ayant dû conclure un accord politique lourd avec l'Allemagne pour que cette dernière accepte que la France creuse encore un peu son déficit entre 2012 et 2030 pour financer ces investissements d'avenir.

À la lecture, le récit peut sembler irréaliste voire carrément loufoque. Mais paradoxalement c'est pour les auteurs la seule solution. Quelle alternative à cette société de 2040, semblent-elles nous demander ? Aucune, sinon un grand plan d'austérité qui ne parviendra pas à faire revenir la croissance. 1,5 % de croissance par an sur la période, baisse de la part de l'industrie dans la valeur ajoutée et ghettoïsation de la société... Un scénario assez classique parmi les pessimistes mais la différence ici est que les auteurs soulignent une chose : ce scénario n'est « que » médiocre. Pour penser sérieusement l'économie française des trente années à venir il faut prendre conscience que nous n'allons pas devenir un pays du tiers-monde en trois décennies. C'est contre le catastrophisme économique que se construit l'ouvrage, en refusant la non-pensée que constitue un pessimisme systématique, et ce pour deux raisons.

D'abord parce qu'il y a surenchère dans le pessimisme. Cette surenchère n'est pas seulement un phénomène médiatique, elle est aussi une façon de ne pas regarder les réalités économiques en face. Aucun homme politique ou économiste sérieux n'imagine une faillite de la France ou une sortie de l'euro. Il est donc assez confortable d'organiser un débat sur ces sujets, afin de ne pas parler du scénario le plus probable dont les auteurs tentent de déterminer les contours : le scénario médiocre. Celui-là est peut-être paradoxalement plus préoccupant parce que plus réaliste. Enfin et surtout parce qu'il empêche de rêver à autre chose. La société française s'interdit de se penser heureuse car elle s'est persuadée depuis trente ans que son

modèle ne fonctionnait plus. Non seulement ce pessimisme est dommageable intellectuellement mais pire, il participe de l'absence de confiance dans l'avenir, des jeunes générations notamment. Les auteurs semblent donc non seulement demander le droit à proposer une vision optimiste de la société mais, au delà, vouloir montrer la nécessité de relancer un espoir, une confiance dans l'avenir, dans l'intérêt bien compris de l'efficacité de notre modèle économique et social. Ainsi ont été mises en évidence les conséquences dommageables pour l'économie et le marché du travail de cette *Société de défiance* dans l'ouvrage de Yann Algan et Pierre Cahuc (2007)². Mais là où ces derniers dénonçaient le modèle social français comme responsable de cette défiance, les auteurs des *Trente glorieuse sont devant nous* veulent le réhabiliter.

Le modèle social français n'est pas le problème, c'est la solution

Examinant les études qui ont été réalisées sur le déclin du modèle social français, l'ouvrage avance une thèse : c'est parce que nous avons une vision trop étroite de notre modèle que nous pensons qu'il n'est plus le bon. Ainsi si Alain Lefebvre et Dominique Méda peuvent poser la question *Faut-il brûler le modèle français ?*³ et y répondre en apportant le modèle nordique comme solution à notre crise, c'est parce qu'ils considèrent notre modèle uniquement sous l'angle de la protection sociale. Les auteurs s'opposent ici autant à la logique libérale, qui en appelle au système anglo-saxon, qu'à celle qui, prenant exemple sur le modèle danois pour sa critique, ne voit dans le modèle social français qu'un empilement de mesure protectrice et un obstacle à l'individualisation des parcours. Si de nombreuses failles existent dans le système actuel, ces critiques, que l'on retrouve chez Pierre Rosanvallon dans *La nouvelle question sociale. Repenser l'Etat-providence*, ne doivent pas faire perdre de vue les qualités intrinsèques de notre modèle. Ceci n'empêche pas les auteurs de réfléchir aux moyens d'adapter au XXI^e siècle le modèle qui a réussi aux trente glorieuses. Une nouvelle dimension sur laquelle se fondent par exemple les auteurs est celle de la productivité de la ressource. Intégrant le reproche que l'on a beaucoup fait aux logiques productivistes de la période des trente glorieuses, notamment celui de ne s'intéresser qu'à la production et la productivité des travailleurs, l'idée des auteurs est de prendre en compte la quantité de biens produits pour un même montant de ressources. En augmentant la productivité de la ressource on peut, à croissance égale, à la fois baisser l'empreinte énergétique de la France et améliorer

² Voir les recensions de cet ouvrage sur la vie des idées : <http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-se-fier-a-la-societe-de.html> et <http://www.laviedesidees.fr/Une-histoire-de-la-confiance-est.html>

³ Alain Lefebvre et Dominique Méda, *Faut-il brûler le modèle français ?*, Seuil, 2006.

la richesse personnelle de ses habitants. Et comme pour appuyer cette volonté d'imaginer comment notre modèle pourrait mieux marcher sans nécessairement importer un modèle étranger, les auteurs redéfinissent les contours de notre modèle social qu'ils explorent au travers de trois chapitres intitulés « liberté », « égalité » et « fraternité ».

Sur la dimension « égalité », l'analyse développée dans l'ouvrage est relativement connue. Les auteurs soulignent la nécessité de rétablir une certaine égalité de revenus et de conditions de vie entre les Français pour rétablir la cohésion, non seulement entre les classes sociales mais aussi entre les générations. Pour elles, l'un des moteurs de la croissance est l'impression non seulement que chacun profite du progrès de la société mais même y *participe*, pour que l'intérêt de chacun se confonde avec l'intérêt collectif. Cette analyse rappelle celle d'André Comte-Sponville sur la solidarité qu'il exposait déjà dans son *Dictionnaire philosophique* : la solidarité vue non pas comme une générosité mais comme une convergence d'intérêt, « où chacun défend le sien en défendant celui des autres »⁴. C'est précisément comme cela que l'ouvrage conjugue la nécessaire protection sociale à l'efficacité économique : les deux sont liés dans une même vision de la France, où le progrès collectif s'assoit sur les progressions individuelles.

Mais cette dimension sert souvent à résumer notre modèle social. Or en rappelant l'origine de notre modèle, du colbertisme aux trente glorieuses, les auteurs pointent une autre dimension qui a constitué le ciment de notre modèle : la centralisation et la planification étatique. Et les auteurs de rappeler les réussites industrielles récentes du programme nucléaire dans les années 60 ou celle du TGV dans les années 1980. C'est sur ce rôle centralisateur que le débat doit se porter, au moins autant que sur la protection sociale, défendent les auteurs, et notamment sur sa capacité à investir. Qui dit « investissement » dit « risque » et la France a su pendant les trente glorieuses « organiser ses talents, son innovation, sa prise de risque individuelle ». Comment ? Grâce, plus qu'à la planification, à l'*encadrement* des investissements industriels *via* des objectifs chiffrés de production. Les auteurs n'hésitent pas à faire référence au plan Monnet de 1946 qui fixait avec une précision qui peut prêter à sourire aujourd'hui les objectifs à atteindre en terme de production (« 55 millions de tonnes de houille pour 1947, (...) 70 millions pour 1950 »). C'est ce lien étroit entre l'entreprise et l'État qui permettra l'émergence de l'industrie nucléaire, le TGV et la capacité d'entreprises comme Bouygues à s'imposer comme numéro un mondial de son secteur (en 1990). Ces exemples

⁴ André Comte-Sponville, *Dictionnaire philosophique*, PUF, 2001.

illustrent selon les auteurs la capacité qu'a seul l'État, par la commande publique, de promouvoir des innovations et de mettre en œuvre des investissements qui seraient trop lourds ou à trop long terme pour pouvoir être portés par une seule entreprise. Or la France a arrêté de le faire depuis 15 ans, et en 1997 le volume global d'investissement public ne représentait plus que 85% de celui de 1991. La thèse des auteurs dépasse ce traditionnel constat et l'analyse de ses causes déjà connues (le fait que les « cerveaux » préfèrent des postes de financiers mieux rémunérés à ceux de la recherche publique ou privée et le sous-investissement en recherche et développement à la fois de l'État et des grandes entreprises) lorsqu'elles tiennent pour responsable de ce constant l'absence de goût du risque des Français et notamment des jeunes (ainsi expliquent-elle que 77% de Français rêvent de devenir fonctionnaires). Le mécanisme d'investissement fonctionnerait comme une machine qui s'auto-entretient en permettant de faire redémarrer non seulement l'économie et l'emploi mais également le goût du risque, qui favorise à son tour l'investissement.

Enfin la troisième dimension est celle de la fraternité avec un trio services publics – Europe – immigration. L'ouvrage n'est pas le seul à proposer une plus grande immigration mais il met la politique migratoire au cœur de la planification économique française. La France refuse actuellement à la fois l'immigration future et passée : elle ne voit toute nouvelle vague d'immigration que comme une menace et refuse d'intégrer les deuxième et troisième générations d'immigrés. L'ouvrage met en évidence la « double-peine » que la France s'impose : elle « se prive de richesse » et « accentue la pauvreté en ghettoïsant des pans entiers du territoire ».

Un *business plan* et ses limites

La grande force du livre tient dans la transformation par les auteurs de cette triple définition du modèle social français en un plan d'investissements et des objectifs chiffrés. Ainsi cinq objectifs principaux sont retenus : taux de croissance, productivité des ressources, taux de pauvreté après transferts sociaux, nombre d'années de vie en bonne santé (et taux d'emploi des 55-64 ans), consommation d'énergie renouvelable (et émissions de gaz à effet de serre) ; et les auteurs tiennent à les chiffrer quitte à s'obliger à de délicats exercices de projection à horizon 2030.

Pourtant la question de l'opportunité d'une politique de relance industrielle planifiée fait débat et trouve de farouches opposants. Le constat même d'un déclin industriel de la

France est parfois nettement nuancé, comme lorsqu'un rapport⁵ de 2004 de la Délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale (DATAR) souligne que la part de l'industrie dans le produit intérieur brut (PIB) est restée relativement stable en volume (autour de 22%) et que la baisse en valeur est due à l'augmentation de la productivité dans les secteurs industriels, ce qui a fait baisser les prix. Un an plus tard, un autre rapport sur le même sujet, commandé par le Président de la République⁶, concluait lui à la grande faiblesse de l'investissement en recherche et développement dans le secteur industriel.

Ce débat qui pourrait prendre de l'ampleur lors des débats de campagnes électorales en 2012. En effet garantir un grand plan d'investissement ambitieux, des politiques sociales plus généreuses pour lutter contre la précarité (notamment celle du logement, dont les auteurs avouent qu'il risque de poser un problème encore longtemps en raison du retard considérable que la France a pris sur cette question) et l'équilibre budgétaire. Les arbitrages des tenants d'une orthodoxie budgétaire et des ardents défenseurs de politiques sociales pourraient réduire le plan d'investissement à sa portion congrue, d'autant plus que, basé sur une rentabilité à long terme, il ne donnerait que des résultats peu visibles et donc peu rentables politiquement. Car si l'ouvrage se situe nettement à la frontière du champ politique, se pose immédiatement la question de l'acceptabilité du projet. Pour ne prendre qu'un exemple, si l'immigration est un élément essentiel du projet *France Européenne 2040*, on peut se demander quel candidat, en 2012, pourrait proposer dans son projet le triplement de l'immigration légale et être élu sur ce programme. La force du livre, qui est l'ambition d'une vision à long terme pour la France associée à des objectifs chiffrés se heurte ainsi à la capacité de transformer concrètement ce projet en propositions électorales ou gouvernementales acceptables par l'ensemble des citoyens français.

L'ouvrage trouve également peut-être ses limites lorsqu'il touche à des secteurs où l'économie ne peut pas être seule à décider, comme l'énergie. Deux grandes pistes sont évoquées dans le livre, l'investissement dans le nucléaire et celui dans le solaire pour un total de 20 milliards sur trois ans. L'ouvrage n'est pas beaucoup plus explicite sur la manière dont va être investie cette somme. Lorsque l'on parle par exemple de renouvellement du parc nucléaire, encore faut-il préciser si l'on compte conserver les technologies actuelles

⁵ *La France, puissance industrielle. Une nouvelle politique industrielle par les territoires : Etude prospective de la Délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale*, DATAR, février 2004, 139 p.

⁶ *Pour une nouvelle politique industrielle*, Jean-Louis Beffa, Présidence de la République, 2005, 58 p.

(deuxième et troisième génération de centrales) ou investir dans l'émergence de centrales de quatrième génération, c'est-à-dire post-EPR, plus performantes mais aussi potentiellement beaucoup plus coûteuses. À l'heure où le retraitement des déchets est devenu un des enjeux majeurs de cette industrie et où la sûreté nucléaire s'est soudainement invitée dans le débat national sur l'énergie, le choix du type d'investissement nucléaire ne relève pas de la nuance mais d'un choix collectif majeur qui engage la France sur de nombreuses années. Ainsi l'ouvrage, qui critique à juste titre les projets politiques qui réfléchissent en termes de moyens avant de proposer une vision et un objectif à atteindre semble tomber dans ce travers sur le sujet de l'énergie.

Cette critique ne remet bien entendu pas en cause l'ensemble des analyses que proposent les auteurs mais elle met à jour le problème fondamental de la planification : celui des mauvais choix d'investissement. Les auteurs mettent bien en évidence les échecs possibles liés à des choix politiques dès l'instant que l'on consent à une certaine prise de risque. Cependant une analyse minutieuse des réussites (comme le TGV) et des échecs (comme le concorde) en matière d'investissements pourrait enrichir cette réponse à la critique de l'arbitraire des investissements gouvernementaux.

Un ouvrage nécessaire

Les trente glorieuses sont devant nous est un livre court et propositionnel dont l'objectif n'est pas de rentrer dans les détails techniques des projets d'investissements mais de montrer la nécessité d'un élan de volontarisme économique. Ainsi les mécanismes précis qui vont permettre à la France de faire accepter à ses partenaires européens le non-retour à un assainissement financier nécessiteraient un chapitre entier pour être entièrement détaillé. Mais la construction de l'ouvrage le rend nécessairement frustrant. C'en est même précisément l'objectif : provoquer le lecteur à partager l'ambition des auteurs : avoir une vision pour l'avenir de son pays.

Publié dans laviedesidees.fr, le 22 juillet 2011

© laviedesidees.fr